

ARRETE MUNICIPAL N°163-22-044
Nomenclature ACTES : 6.1

**Réglementant la circulation et le stationnement durant les travaux de branchement électrique
par la société LORELEC (de Morsbach)**

Le Maire de la Commune de DABO,

Vu les articles L 2542-1 et 2542-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 8^{ème} partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992,

Considérant qu'il convient, par mesure de sécurité, de réglementer le stationnement et la circulation durant les travaux de branchement électrique par la société LORELEC (de Morsbach) rue de la Zorn

ARRETE

Article 1 : A compter du 2 mai 2022 et pour une durée de travaux estimée à 5 jours, la circulation, le stationnement et le passage des piétons seront interdits au droit du chantier.

Les riverains, piétons et usagers de la route seront invités à prendre la déviation par les rues du Sand et des Roeseren pour accéder au-lieu-dit Ententhal ou au centre-bourg (selon leur sens de circulation).

Localisation géographique des travaux programmés :



Article 2 : L'entreprise aura la charge de l'organisation et de la mise en place de la signalisation temporaire sur le tronçon du domaine public impacté par le chantier. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents, et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - 8^{ème} partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

Article 3 : En cas d'accident survenant pendant la durée du chantier, la responsabilité de l'entreprise restera toujours engagée dans le cas de sa propre défaillance dans l'observation des prescriptions ci-dessus édictées. De même, l'entreprise supportera la réparation de toutes dégradations aux propriétés publiques ou privées survenues de son fait sur toute l'étendue du chantier.

Article 4 : Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate du chantier.


Article 5 : Les services de Police, de Gendarmerie et de voirie seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au registre des arrêtés municipaux.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG dans un délai de deux mois suivant sa date de publication.

Article 7 : Madame la Directrice Générale des Services est chargée de la diffusion de cet arrêté dont ampliation sera transmise à :

- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Dabo ;
- Les Adjoints de la Commune ;
- Le Pôle Déchets ;
- Le SDIS de la Moselle ;
- La société LORELEC ;
- Et affichée à la mairie.

Fait à DABO le 25 avril 2022



Le Maire,
Eric WEBER.